

La politique allemande de la France et de la Grande-Bretagne dans *L'Europe Nouvelle*, 1918-1924

Marie-Emmanuelle Reytier
Centre Interuniversitaire d'Études Québécoises, Québec



Synergies Royaume-Uni et Irlande n° 4 - 2011
pp. 35-49

Résumé : *L'engagement en faveur de la paix de Louise Weiss (1893-1983), à la tête de L'Europe Nouvelle de 1920 à 1934, n'a pas reçu l'attention qu'il mérite. Cette contribution analyse les articles publiés dans L'Europe Nouvelle au début des années vingt et montre que la revue était plus anglophile que germanophile contrairement à l'image qu'en a donnée Louise Weiss dans ses Mémoires d'une Européenne, son testament intellectuel.*

Mots-clés : *L'Europe Nouvelle, Louise Weiss, femmes journalistes, Traité de Versailles, occupation de la Ruhr, relations internationales, entre-deux-guerres, réparations*

Summary: *The efforts of Louise Weiss (1893-1983), as the publisher of L'Europe Nouvelle from 1920 to 1934, to promote the cause of peace have not received the attention they deserve. This paper analyses the articles published in L'Europe Nouvelle at the beginning of the 1920s and shows that, contrary to the impression that Louise Weiss gives in her intellectual testament Mémoires d'une Européenne, the review was more anglophile than germanophile.*

Keywords: *L'Europe Nouvelle, Louise Weiss, women journalists, Treaty of Versailles, occupation of the Ruhr, international relations, interwar, reparations*

Louise Weiss (1893-1983) est connue pour son action en faveur de la paix et de la construction européenne : à sa mort, Helmut Schmidt lui rendit hommage en l'appelant « la grand-mère de l'Europe » (Schmidt, 1983). Elle s'est employée à faire connaître ses efforts en publiant dès 1937 des mémoires intitulés *Souvenirs d'une enfance républicaine* et surtout une autobiographie, en six tomes au titre emblématique, *Mémoires d'une Européenne*¹. Ses *Mémoires* fourmillent de détails passionnants sur les élites de la Troisième République et les portraits d'hommes politiques sont particulièrement réussis. Toutefois, elles sont à utiliser avec précaution car elles ont été rédigées à partir d'un corpus de notes et de correspondances en grande partie reconstituées pour la période antérieure à 1945, les archives de Louise Weiss ayant été détruites pendant la Seconde Guerre mondiale². Ses *Mémoires*, conçus comme un testament intellectuel, relèvent au fond autant de l'autobiographie que du genre romanesque, un genre auquel Louise Weiss s'essaya à plusieurs reprises tout au long de sa vie mais sans grand succès³.

Après sa mort, plusieurs ouvrages, des articles et quelques travaux scientifiques lui ont rendu hommage⁴. L'action de la journaliste avant 1945 n'a pourtant pas reçu l'attention qu'elle mérite. *A priori*, rien ne destinait Louise Weiss, reçue à l'agrégation de lettres classiques en juillet 1914, au journalisme. Elle naquit dans une famille juive allemande et tchèque par sa mère, alsacienne et protestante par son père (Weiss, 1978 : 11-43). Dans son milieu, une « femme ne devait, ni de près ni de loin, s'intéresser à la vie publique » (Weiss, 1978 : 203). Elle devait être cultivée et capable de tenir une maison⁵. Le journalisme était une profession qui « déclassait » celles qui l'exerçaient (Weiss, 1978 : 158). La Première Guerre mondiale permit à Louise Weiss de s'émanciper et de mettre le pied à l'étrier.

En effet, en décembre 1914, elle accompagna son père, haut fonctionnaire, à Bordeaux. Il lui confia un rôle qu'il estimait lui revenir : celui de « veiller à l'ordonnance de quelques déjeuners auxquels il désirait convier ses collègues » (Weiss, 1978 : 208). La jeune femme serait restée cantonnée à des tâches domestiques si son père n'avait pas fait une rencontre fortuite, celle de Justin Perchot, propriétaire du *Radical*⁶, qui lui proposa d'écrire pour son journal. Louise Weiss voulut écrire à sa place. Paul Louis Weiss se laissa convaincre et, à partir du 8 janvier 1915, sa fille commença à publier des articles en première page sous le pseudonyme Louis Lefranc, « Louis pour Louise, Lefranc pour leur sincérité » (Lefranc, 8 janvier 1915 ; Weiss, 1978 : 210). Au cours des mois suivants, elle s'employa à démontrer la supériorité morale de la France dont la mission était d'éduquer et d'humaniser en inculquant à ses ennemis les idées de la Troisième République : « la liberté, l'égalité et la fraternité »⁷. Le ton de ses articles, axés sur la victoire, était conforme à celui de la plupart des intellectuels et des journalistes de l'époque au service de la guerre totale et, d'ailleurs, ils ne semblent pas avoir été censurés.

Le 12 janvier 1918, Louise Weiss lança *L'Europe Nouvelle. Revue hebdomadaire des questions extérieures, économiques et littéraires* avec deux publicistes, Hyacinthe Philouze et Guy Rol, principaux bailleurs de fonds. La présentation moderne s'inspirait des revues anglo-saxonnes. Le titre rappelait celui d'un hebdomadaire, *The New Europe. Weekly Review of Foreign Affairs*, publié à Londres depuis le 19 octobre 1916 (Meißner, 1999 : 17). Son point de vue sur la guerre était proche de celui de Henri Barbusse dans *Le Feu. Journal d'une escouade* (1916). Les ambitions étaient clairement affichées : contribuer à la naissance d'un nouvel ordre international fondé sur la démocratie, l'autodétermination des peuples et la sécurité collective pour assurer durablement la paix. La revue planifiait d'offrir régulièrement à ses lecteurs des comptes rendus d'ouvrages et d'articles publiés dans la presse étrangère. Elle souhaitait attacher une grande importance à l'examen des problèmes économiques, un intérêt inspiré des revues anglo-saxonnes et relativement nouveau à l'époque dans la presse française. De plus, elle voulait favoriser le rayonnement de la culture française en accordant une large place aux écrivains et aux poètes - notamment à Maurice Genevoix, à Georges Duhamel, à Guillaume Apollinaire, à Saint-John Perse et à Pierre Drieu La Rochelle ([Philouze], 12 janvier 1918 ; Bertin, 1999 : 91).

Officiellement, Louise Weiss était simplement la « secrétaire de rédaction » (Weiss, 1978 : 248). En août 1919, elle démissionna car elle ne s'entendait plus avec Hyacinthe Philouze⁸. En avril 1920, celui-ci fit de nouveau appel à elle pour éviter la faillite. Elle l'évinça et se libéra de l'emprise de Guy Rol grâce à un concours de circonstances : son décès accidentel (Weiss, 1979 : 56-60). D'après les pages de titre, elle fut « éditeur » d'avril 1920 à février

1934 et parallèlement « rédacteur en chef » d'avril 1920 à février 1926 sous le nom « L. Weiss » - une façon de faire oublier qu'une femme était à la tête de *L'Europe Nouvelle*⁹.

En 1920, elle confia la section politique à un journaliste, Philippe Millet, excellent connaisseur de la Grande-Bretagne. Son parcours ressemblait au sien : né en 1880, fils de l'ambassadeur René Millet, il était agrégé de philosophie. Il avait enseigné « en province, puis en Angleterre au collège de Harrow » (Weiss, 1979 : 74). Il vivait au *Temps* en assurant la chronique coloniale et à *l'Observer* comme correspondant parisien quand Louise Weiss fit sa connaissance (Weiss, 27 octobre 1923). Leur collaboration se déroula sans ombrage car leurs idées se recoupaient : « Lui aussi aimait l'Angleterre. Lui aussi, transfuge de l'Université, avait entendu l'appel pacifiste de la génération du feu » (Weiss, 1979 : 74). Dès son entrée en fonction, Philippe Millet joua un rôle majeur en insistant par exemple pour imprimer le texte *in extenso* des documents diplomatiques d'actualité. *L'Europe Nouvelle*, publiée le samedi et composée d'une cinquantaine de pages, devint ainsi un Journal officiel international. Jusqu'à son décès soudain en octobre 1923, le nouveau « directeur politique » signa la plupart des éditoriaux et collabora à de nombreux journaux - dont *Paris-Midi*, la *Prager Presse* et le *Baltimore Sun*. En outre, il assumait la direction de la politique étrangère du *Petit Parisien* financé par le Quai d'Orsay, dont le journal était le porte-parole officieux (Weiss, 27 octobre 1923). C'était un poste prestigieux : le tirage du principal quotidien de centre droit d'envergure nationale s'élevait à environ 1,5 million d'exemplaires entre 1919 et 1935 (Bellanger et al., 1972 : 512-516).

Ensuite, Louise Weiss prit seule les rênes de l'hebdomadaire. Jusqu'en 1932, date à partir de laquelle Roger Nathan est cité comme « rédacteur en chef », elle le dirigea d'une main de fer dans un gant de velours réussissant à devenir l'une des journalistes françaises les plus influentes de l'entre-deux-guerres. Les raisons de son départ, en février 1934, ne sont pas connues avec précision : rétrospectivement, dans ses *Mémoires*, elle écrit avoir pris conscience qu'une nouvelle guerre, perdue d'avance, avec l'Allemagne était devenue inévitable (Weiss, 1979 : 330-341). Une telle clairvoyance est peu crédible car, au printemps 1934, elle commença à militer pour le droit de vote des femmes afin de préserver la paix, preuve qu'elle espérait encore éviter la guerre. Celle-ci lui sembla inéluctable seulement à l'automne 1938 (Reytier, 2010). Entre les lignes, la journaliste laisse deviner les vraies raisons de son départ : le surmenage et une peine de cœur (Weiss, 3 février 1934).

Pendant les années vingt, *L'Europe Nouvelle* engendra des bénéfices croissants, signe de son influence grandissante (Weiss, 1979 : 150). Elle devint le point d'ancrage de nombreuses activités qui lui permirent d'accroître son rayonnement : en 1919, une collection appelée Les Editions de *L'Europe Nouvelle* vit le jour ; à partir de 1924, la *Lettre financière de L'Europe Nouvelle* parut régulièrement ; de 1928 à 1933, le Prix politique de *L'Europe Nouvelle* d'un montant de 10 000 francs fut décerné annuellement ; en 1930, une bibliothèque appelée La Librairie de l'Europe Nouvelle et une école baptisée La Nouvelle Ecole de la Paix ouvrirent leurs portes dans les locaux de la revue situés au 73 quai d'Orsay depuis 1930 (Meißner, 1999 : 34-36). Plus de 750 auteurs différents, en majorité des radicaux et des socialistes français, collaborèrent aux quelque 30 000 pages publiées entre 1918 et 1934 (Franza, 1994 : 243-244). Parmi eux, des hommes politiques de premier plan apposaient leur signature : Aristide Briand, Edouard Herriot, Marcel Cachin, Philippe Berthelot, Léon Blum, etc. Néanmoins, le tirage de la revue, connu seulement à partir de 1921, resta modeste : il passa de 8 000 exemplaires en 1921 à 20 000 exemplaires

en 1928, année de son apogée (Meißner, 1999 : 36). Il est difficile de mesurer son influence réelle sur l'opinion publique française. Quoi qu'il en soit, Louise Weiss ne cherchait pas à toucher les masses. Elle voulait simplement disposer d'une tribune pour influencer les élites de la Troisième République. C'était une façon de transcender sa condition de femme, qui l'empêchait de se présenter à des élections.

Bien sûr, mon propos n'est pas de présenter l'esquisse d'une nouvelle biographie sur Louise Weiss. Cette contribution analyse les articles de *L'Europe Nouvelle* sur la politique allemande de la France et de la Grande-Bretagne d'avril 1920, mois de l'arrivée de Louise Weiss à la tête de la revue, à fin octobre 1923, date du décès de Philippe Millet. Elle suit une progression chronologique qui correspond à l'orientation générale de la politique du Quai d'Orsay pendant cette période : instaurer la paix dans le cadre des Traités de St. Germain-en-Laye, de Trianon et de Versailles (Soutou, 2001 : 301-331).

La Grande-Bretagne et la France côte à côte pour instaurer la paix des traités ?

Signés au lendemain de la Première Guerre mondiale, les traités réorganisaient le continent européen : en particulier, celui de St. Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, et celui de Trianon, le 4 juin 1920, scellaient la naissance juridique des Etats-nations issus de l'Empire d'Autriche-Hongrie (Pelinka, 2001 : 202-210). *L'Europe Nouvelle* les défendit avec force attendu que la protection et la promotion des minorités d'Europe centrale étaient parmi ses sujets de prédilection.

Avant l'Armistice, Louise Weiss s'était souvent opposée à Hyacinthe Philouze favorable à la signature d'une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie, qui aurait probablement empêché le démantèlement de l'Empire des Habsbourg (Weiss, 1978 : 253). Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes lui tenait particulièrement à cœur car elle avait été « transportée de passion » pour Milan Stefanik, rencontré à l'automne 1915 chez Claire Boas, première épouse d'Henry de Jouvenel et riche hôte du Tout-Paris politique (Weiss, 1978 : 243 ; Bertin, 1999 : 85-89). Le Slovaque militait pour la création d'un Etat tchécoslovaque indépendant aux côtés de Thomas Masaryk et d'Edvard Benès avec lesquels Louise Weiss entretenait des contacts étroits, leur rendant régulièrement visite à Prague pendant les années vingt (Weiss, 1979 : 76-77). Louise Weiss fonda *L'Europe Nouvelle* en « [n]e pensant qu'à Milan Stefanik » qui se fiança pourtant quelques mois plus tard avec une très jeune marquise italienne (Weiss, 1978 : 247).

Après le décès accidentel de l'objet de sa flamme dans un accident d'avion le 4 mai 1919, la jeune journaliste choisit la fuite en avant, s'engageant corps et âme pour soutenir les Etats-nations nés après la chute de l'Empire des Habsbourg. Pendant les années vingt, *L'Europe Nouvelle* publia un grand nombre d'articles consacrés à l'Europe centrale. En particulier, elle soutint la Petite Entente - conclue entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie en 1920 - qu'elle présentait comme un modèle (Dominois, 23 juillet 1924 ; [Weiss], 4 janvier 1930 ; Bertin, 1999 : 134-135). D'après Louise Weiss, son « succès confirm[ait] la politique de *L'Europe Nouvelle*, politique de pacification et de reconstruction européenne sur la base des traités de paix » (Weiss, 9 juillet 1921). Ses prises de position en faveur de la Petite Entente allaient dans le sens de celles du Quai d'Orsay, qui voyait d'un mauvais œil la mainmise grandissante de l'Allemagne. La France souhaitait manifestement préserver l'indépendance politique, économique et culturelle des nouveaux Etats afin de renforcer son influence dans la région (Duroselle, 1990 : 81-83).

Dans ses *Mémoires*, riches en anecdotes, Louise Weiss raconte avoir assisté à la signature du Traité de Versailles, le 28 juin 1919, grâce à Lord Ridell, « le chef de presse de la délégation britannique », qui n'était pas insensible à ses charmes (Weiss, 1978 : 297)¹⁰. La SDN lui sembla la partie la plus prometteuse du Traité. Dès janvier 1918, elle avait pris pour bannière les principes démocratiques et pacifiques énoncés par le président américain Thomas Woodrow Wilson dans ses « Quatorze Points » (Knock, 1998 : 111-130). En 1919, elle voulut même absolument rencontrer le père de la SDN venu à Paris pendant la Conférence de la Paix. Elle y parvint grâce à l'entremise de Sir Thomas Barclay, « conseiller d'Edouard VII [et] l'un des artisans officiels de l'Entente cordiale » (Bertin, 1999 : 95)¹¹. L'ancien président de l'Université de Princeton (1902-1910), historien de la démocratie américaine et fils d'un pasteur presbytérien, lui fit penser à un pape protestant incapable de transiger (Weiss, 1978 : 284-285). Son incapacité à communiquer avec les Européens la déçut beaucoup. Cependant, elle continua à défendre les idées wilsoniennes en dépit de l'opinion publique française qui leur était ouvertement hostile (Weiss, 1979 : 54 ; Miquel, 1972 : 195). Certes, elle le fit parfois à demi-mot car Guy Rol et Hyacinthe Philouze « ne songeaient qu'à lancer des campagnes dont l'arrêt pourrait être agréablement monnayé et la contradiction se révélerait plus profitable encore » (Weiss, 1978 : 251).

Une fois à la tête de *L'Europe Nouvelle*, Louise Weiss et Philippe Millet insistèrent sur la nécessité de renforcer l'action de la SDN qui prévoyait de réorganiser les relations internationales en favorisant la coopération entre les Etats, en mettant fin à la diplomatie secrète et en remplaçant la course aux armements par la sécurité collective. Par la suite, le vote du Congrès contre l'adhésion des Etats-Unis à la SDN et la mésentente franco-britannique au sujet de la mise en application des clauses du Traité de Versailles contribuèrent à maintenir l'organisation internationale à ses balbutiements (Fry, 1998 : 565-602 ; Jahr, 2001 : 113-125). Le 16 avril 1922, pendant la Conférence de Gênes, Berlin et Moscou finirent par signer le Traité de Rapallo, un traité de nature essentiellement économique entre deux pays mis au ban des nations (Krüger, 1991 : 49-64 ; Neilson, 2006 : 46-47). Rapallo illustrait l'échec patent de la SDN aux yeux de Philippe Millet. D'après lui, l'Allemagne et la Russie bolchevique devaient sortir de leur isolement et trouver leur place dans le concert des nations (Millet, 22 septembre 1923).

Pour Louise Weiss, le Traité de Versailles était loin d'être parfait mais, à défaut de SDN, c'était un pis-aller indispensable à la stabilité du continent européen. A l'époque, elle n'avait pas conscience que les Britanniques tentaient d'utiliser la SDN pour briser la politique nationaliste des Français en Europe. Elle ne comprenait pas non plus que ces derniers utilisaient le Traité de Versailles comme un rempart contre la mise en place effective de la SDN (Bertin, 1999 : 128 ; Miquel, 'Versailles ...', 1972 : 1-15). Pétris d'idéalisme, les éditoriaux de *L'Europe Nouvelle* semblaient ignorer ces antagonismes tout en critiquant l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne vis-à-vis du vaincu.

Les dissensions entre la France et la Grande-Bretagne sur la question des réparations

L'une des clauses du Traité de Versailles avait repris le principe des réparations, énoncé dans les « Quatorze Points », sans en déterminer les modalités. La Conférence de Spa, en juillet 1920, puis la Conférence de Paris, en janvier 1921, avaient estimé le montant total à 269 milliards de marks-or. Au cours des semaines suivantes, l'Allemagne refusant de payer, la tension n'avait cessé de croître. Début mars, trois villes rhénanes, Düsseldorf, Duisburg et Ruhrort avaient été occupées, ce que Philippe Millet trouvait justifié (Millet, 5 mars 1921 ;

12 mars 1921)¹². Les Allemands avaient finalement réussi à démontrer la disproportion entre une telle somme et leurs facultés de paiement. A la Seconde Conférence de Londres, du 29 avril au 5 mai 1921, ils avaient obtenu sa révision à la baisse, à savoir 132 milliards de marks-or (Feldman, 1993 : 329-343).

Entre le Traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr en janvier 1923, on dénombre au total vingt-sept conférences qui achoppèrent toutes sur la question des réparations (Rosenberg, 1991 : 110). A l'instar du journaliste Pertinax à *L'Echo de Paris*, de Saint-Brice au *Journal*, de Jules Sauerwein au *Matin* ou encore de Wickham Steed au *Times*, Philippe Millet était le correspondant attitré de *L'Europe Nouvelle* et du *Petit Parisien* à ces conférences (Weiss, 1979 : 163-164). Contrairement à Pertinax, à Saint-Brice ou encore à Sauerwein, il encourageait dans ses éditoriaux le gouvernement français à se montrer plus conciliant et à proposer un programme de coopération avec l'Allemagne. Dès avril 1920, il affirmait même que la France devait prendre la tête du mouvement en faveur de la révision du Traité de Versailles car, si elle ne le faisait pas, la révision se ferait à son désavantage (Millet, 17 avril 1920).

Ni le « directeur politique » ni le « rédacteur en chef » de *L'Europe Nouvelle* ne remettaient en question les réparations. Comme John Maynard Keynes, Louise Weiss pensait que la stabilité politique et le redressement économique de l'Allemagne étaient la condition *sine qua non* à la paix en Europe¹³. Cependant, contrairement à l'économiste anglais qui condamnait le principe même des réparations dans les *Conséquences économiques de la paix* (Paris, Nouvelle Revue française, 1920), elle ne les rejetait pas *per se*. Elle les estimait non seulement justifiées par l'attitude du gouvernement wilhelmien en juillet 1914 mais aussi nécessaires pour reconstruire le nord de la France et payer les dettes interalliées (Weiss, 1979 : 54-56).

A l'image du gouvernement britannique, *L'Europe Nouvelle* réclamait une évaluation raisonnable du montant des réparations et leur aménagement afin que l'Allemagne pût payer sans être balayée par une révolution bolchevique (Millet, 3 mars 1923 ; 16 juin 1923 ; Intérim, 28 juillet 1923)¹⁴. Philippe Millet dénonçait toutefois la politique de la Grande-Bretagne qui, depuis le Traité de Versailles, avait « encourag[é] presque constamment la résistance plus ou moins sournoise de l'Allemagne » (Millet, 17 février 1923). D'après Camille Loutre, rédacteur au *Petit Parisien*, les Allemands interprétaient d'ailleurs l'attitude des Britanniques depuis l'Armistice comme leur étant favorable (Loutre, 26 mai 1923). Ces derniers auraient pourtant dû lutter contre le « militarisme prussien » aux côtés des Français (Millet, 10 avril 1920).

Au début des années vingt, Louise Weiss entretenait une certaine méfiance à l'égard de l'Allemagne, même si, mue par une sorte de messianisme wilsonien, elle pensait que le peuple allemand, débarrassé des Hohenzollern et dégoûté par la guerre, pouvait être éduqué aux idées républicaines et pacifistes. Ses nombreux voyages outre-Rhin lui firent prendre conscience de la fragilité de la République de Weimar et de la profondeur du ressentiment des populations humiliées par le Traité de Versailles (Weiss, 1979 : 97-98, 224-232). Elle souhaitait la paix tout en s'inquiétant de la sécurité de son pays qui, à ses yeux, avait raison d'exiger des garanties. Les Britanniques auraient dû le comprendre au lieu de considérer que le Traité de Versailles « consacrait l'hégémonie française en Europe » (Weiss, 1979 : 55). Louise Weiss leur reprochait de ne pas voir les « plaies » de la France (Weiss, 1979 : 55). Philippe Millet partageait son point de vue (Millet, 24

mars 1923). Il demandait d'une part que la Rhénanie sur la rive gauche du Rhin fût sous « un contrôle international permanent » et d'autre part que les mines sarroises fussent attribuées à la France mais la province restituée à l'Allemagne (Millet, 10 mars 1923).

Au fond, Louise Weiss et Philippe Millet reprenaient les arguments de la politique étrangère britannique pour régler la question des réparations dans la mesure où ils estimaient qu'ils servaient les intérêts de la France et renforçaient sa puissance. Assurer la sécurité de cette dernière en Europe détermina également la façon dont *L'Europe Nouvelle* traita de l'occupation de la Ruhr, crise majeure du début des années vingt, au cours de laquelle la coopération entre la France et la Grande-Bretagne menaça de voler en éclat.

L'occupation de la Ruhr et la « neutralité » britannique

Au début de l'occupation de la Ruhr, lancée le 11 janvier 1923 en représailles au refus du gouvernement allemand de payer les réparations, Philippe Millet adhéra au consensus de la presse française pour soutenir le gouvernement Poincaré (Millet, 27 janvier 1923 ; 'L'emploi de ...', 3 février 1923)¹⁵. Cependant, c'était à contrecœur : « La politique que les événements viennent d'imposer à la France et à la Belgique n'est pas celle que nous aurions recommandée. La partie étant engagée, il ne reste, toutefois, qu'à soutenir avec résolution l'action des deux pays alliés, qui, après tout, ont pour eux le bon droit » (Millet, 20 janvier 1923). Au lieu d'occuper la Ruhr, la France aurait dû accepter de réduire la dette allemande « sans se préoccuper de l'annulation des dettes interalliées », qui devait être considérée comme acquise (Millet, 20 janvier 1923).

Dès janvier 1923, le journaliste Caussy, correspondant de *L'Europe Nouvelle* dans la Ruhr, doutait que l'occupation fût favorable à la France (Caussy, 20 janvier 1923 ; 3 février 1923 ; 17 février 1923). Philippe Millet conseillait de trouver une issue honorable le plus rapidement possible en négociant avec les grands industriels allemands (Millet, 'Pour préparer ...', 3 février 1923 ; 24 février 1923). George Glasgow, correspondant de *L'Europe Nouvelle* à Londres, rappelait que l'intervention avait eu lieu sans l'approbation du gouvernement anglais dont la neutralité était interprétée par les vainqueurs et par les vaincus comme une façon déguisée de soutenir l'Allemagne (Glasgow, 3 mars 1923).

Philippe Millet refusait néanmoins la médiation de la Grande-Bretagne pour résoudre la crise. Elle devait laisser la France vaincre la résistance de l'Allemagne : « [Le] mieux qu'on puisse faire, pour peu que l'on garde sa confiance en l'avenir d'une politique de coopération européenne, c'est de laisser cette expérience se dérouler jusqu'au bout et de se garder, avant tout, d'en compromettre le succès par une ingérence injustifiée » (Millet, 17 février 1923 ; voir aussi Millet, 12 mai 1923). Le gouvernement allemand devait « renoncer à cette politique de la résistance passive » (Millet, 23 juin 1923 ; voir aussi Millet, 29 septembre 1923).

Pendant toute la durée de l'occupation, *L'Europe Nouvelle* s'efforça d'ouvrir les yeux de ses lecteurs sur ses conséquences. Par exemple, elle publia un article du socialiste allemand Rudolf Breischeid, qui expliquait qu'elle bénéficiait aux nationalistes et aux conservateurs tout en affaiblissant les forces démocratiques de la République de Weimar (Breischeid, 27 janvier 1923). La revue prit conscience très tôt du danger que représentaient les groupes d'extrême droite qui pullulaient dans un pays exsangue au bord de la guerre civile. Dès le 24 février 1923, le journaliste Gaston Raphaël évoqua

le danger hitlérien alors qu'Erich Ludendorff et Adolf Hitler ne tentèrent de prendre le pouvoir que les 8 et 9 novembre suivants en s'inspirant de la marche sur Rome de Benito Mussolini (Kershaw, 1999 : 304-320). Dans cet article aux accents prophétiques, Gaston Raphaël exposait « ce qui [...] arriverait si le dictateur Hitler l'emportait », en écrivant qu'« entre autres choses [...] [t]ous les Juifs d'Allemagne seraient tués ou expulsés » (Raphaël, 24 février 1923). Il soulignait également le charisme de Hitler, particulièrement doué pour « parler aux foules qui répondaient à ses appels d'une éloquence mystique et entraînante » (Raphaël, 24 février 1923).

L'Europe Nouvelle ne se rallia pas à la position intransigeante du Bloc national (novembre 1919-mai 1924) qui voulait que l'Allemagne payât le montant le plus élevé possible et ne se relevât pas économiquement (Adamthwaite, 1997 : 75-88). Pour George Glasgow, le gouvernement britannique avait raison de demander à la France d'être réaliste c'est-à-dire de choisir entre les réparations et la ruine de son voisin car un pays ruiné ne pouvait payer (Glasgow, 16 juin 1923). Lectrice assidue de la presse d'outre-Manche, Louise Weiss s'inquiétait de la lassitude grandissante de l'opinion publique anglo-saxonne de plus en plus désireuse de trouver une issue à l'état de guerre latente mis en place par le Traité de Versailles (Morgan, 2000 : 125-144). Elle regrettait l'intransigeance des Français qui mettaient en péril leur collaboration avec les Britanniques alors qu'une « entente affirmée » entre les deux pays devait « constituer la base du nouvel ordre » (Weiss, 1978 : 296).

Conclusion

En somme, au début des années vingt, *L'Europe Nouvelle* souhaitait transformer en profondeur l'Europe pour empêcher le déclenchement d'un nouveau conflit armé. Elle soutenait l'idée d'une alliance franco-britannique forte et indéfectible sans se départager d'une certaine méfiance vis-à-vis de son voisin d'outre-Rhin. Sa ligne éditoriale était dominée par un objectif : restaurer la France comme grande puissance dans une Europe pacifiée. En réalité, la revue était plus anglophile que germanophile contrairement à l'image qu'en a donnée Louise Weiss dans ses *Mémoires*.

Après le décès de Philippe Millet d'une attaque d'apoplexie à l'automne 1923, le ton général de l'hebdomadaire évolua dans un sens plus favorable à l'Allemagne. Cette évolution s'explique par le contexte international. L'occupation de la Ruhr ayant démontré l'incapacité de la France à faire appliquer le Traité de Versailles, elle obligea cette dernière d'une part à abandonner le Traité - le socle de sa stratégie jusque-là - pour placer la SDN au centre de sa politique sécuritaire et d'autre part à accepter le plan Dawes qui établit un nouveau mémorandum pour le paiement des réparations (Fischer, 2007 : 44-59)¹⁶.

Aux yeux de Louise Weiss, ce nouvel échelonnement permettait de faire table rase du passé et de débiter une nouvelle ère dans les relations internationales ([Weiss], 'Le débat ...', 2 août 1924 ; 27 décembre 1924). En mai 1924, ses espoirs furent renforcés par l'élection du Cartel des gauches, soutenu par *L'Europe Nouvelle*, suivie de l'arrivée d'Edouard Herriot à la présidence du Conseil en juin 1924 et par le retour d'Aristide Briand au poste de ministre des Affaires étrangères en avril 1925 ([Weiss], 'La sécurité ...', 2 août 1924). Séduite par les idées du « Pèlerin de la Paix » rencontré à Genève en 1924, Louise Weiss mit la revue qu'elle dirigeait au service de son combat pour réconcilier durablement les Français et les Allemands au sein d'une Europe unie et désarmée (Weiss, 3 février 1934 ; Weiss, 1979 : 217-218).

À l'automne 1925, *L'Europe Nouvelle* salua la signature du Traité de Locarno avec lequel l'Allemagne reconnaissait ses frontières occidentales ([Weiss], 24 octobre 1925)¹⁷. Néanmoins Louise Weiss estimait qu'il fallait le compléter par un autre traité qui garantirait les frontières germano-polonaise et germano-tchécoslovaque car la France et l'Allemagne ne pouvaient se rapprocher durablement aux dépens des pays d'Europe centrale ([Weiss], 23 janvier 1926 ; Weiss, 1979 : 228-229). La réconciliation franco-allemande devait être le prélude à la mise en place d'un système de coopération entre les pays européens. Ce système serait le garant de leur sécurité et donc de la paix. Pendant l'été 1925, pour convaincre les Anglo-Saxons des nouvelles dispositions de la politique française, Louise Weiss publia sept numéros de *L'Europe Nouvelle* en anglais grâce à une aide financière accordée par Paul Painlevé, alors président du Conseil (Bertin, 1999 : 185). Parallèlement, elle affirmait désormais que les intérêts de Londres et de Paris s'opposaient. Par conséquent, « il ne [pouvait] être question ni d'une alliance ni même d'une entente au sens que ce mot avait pris avant la guerre » même si les deux capitales devaient s'efforcer d'agir d'un commun accord ([Weiss], 30 janvier 1926).

Comme Aristide Briand, Louise Weiss était convaincue que le Reich weimarien ne devait pas être laissé au ban des nations parce que cette situation ne bénéficiait qu'aux extrémistes (Soutou, 1988 : 73-84). *L'Europe Nouvelle* milita en faveur de l'entrée de l'Allemagne à la SDN tout en tenant compte des réticences de ses lecteurs. Au lieu d'imposer son point de vue sur la question, elle publia des articles susceptibles d'attiser le débat : par exemple dans le numéro du 20 septembre 1924, Rudolf Breischeid, favorable à cette entrée, s'opposait à René Cassin, président honoraire de l'Union fédérale des Associations françaises de Mutilés, anciens Combattants, de leurs Veuves, Orphelins et Ascendants fondée en 1918 et forte de 300 000 cotisants en 1924 (Breischeid, 20 septembre 1924 ; Cassin, 20 septembre 1924). C'était une manière de sensibiliser les lecteurs sans les heurter de plein fouet. Cette campagne se solda par l'entrée tardive de l'Allemagne, officialisée par le discours de Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères, à la tribune de la SDN le 10 septembre 1926 (Weiss, 1979 : 252-254, 268-273).

Quelques années plus tard, Louise Weiss se félicita de la signature par de nombreux pays européens, y compris par l'Allemagne, du Pacte Briand-Kellogg le 27 août 1928 (Duroselle, 1990 : 93-95). Ce pacte de renonciation à la guerre, initié par Aristide Briand avec le concours du secrétaire d'Etat américain Frank Kellogg, lui sembla de bon augure même si elle déplorait l'impuissance de la SDN dont les assemblées interminables ne débouchaient sur rien ([Weiss], 25 août 1928 ; Weiss, 1979 : 273-275). Elle accueillit le plan d'« Union européenne », présenté par Aristide Briand à la SDN en septembre 1929, avec le même enthousiasme ([Weiss], 4 janvier 1930 ; 27 septembre 1930). *L'Europe Nouvelle* salua le plan Young destiné à prendre la suite du plan Dawes et adopté par le Reichstag le 11 mars 1930 (Boisanger, 15 juin 1929 ; Ray, 13 juillet 1929)¹⁸. D'après Roger Nathan, ce nouveau mémorandum, plus réaliste que le précédent, consolidait la paix en permettant à l'Allemagne de payer les réparations tout en retrouvant son indépendance financière (Nathan, 6 juin 1931). L'hebdomadaire applaudit la décision, prise pendant la Conférence de La Haye en août 1929, d'évacuer la Rhénanie au plus tard le 30 juin 1930 soit cinq ans avant la date prévue : selon Maurice Pernot, la présence des troupes françaises ne servait qu'à attiser la haine des nationalistes allemands (Pernot, 5 juillet 1930 ; Fink, 1986 : 144).

Au début des années trente, l'atmosphère des conférences internationales changea (Bariéty, 2000 : 117-134). Les discussions sur le désarmement piétinaient (Ormesson,

18 mai 1929). Les répercussions du krach de Wall Street, fin octobre 1929, s'abattirent sur la plupart des pays européens dont les économies se dégradèrent considérablement. En novembre 1931 à Paris, Louise Weiss organisa un congrès international réunissant 1 098 délégués, issus de 395 organisations non gouvernementales, pour réclamer une réduction substantielle des armements. La dernière assemblée, tenue au Trocadéro dans la soirée du 27 novembre 1931, se termina dans des échauffourées provoquées par des ligues d'extrême droite (Meißner, 1999 : 63-65). Le rapprochement entre l'Allemagne et la France n'était plus à l'ordre du jour ([Weiss], 4 juin 1932 ; Ray, 4 juin 1932). Au cours des années suivantes, la Grande-Bretagne et la France entrèrent dans une concurrence commerciale effrénée et se replièrent sur leurs colonies pour tenter de résister à la crise (Niedhart, 1989 : 63, 86-87, 99-100).

Bibliographie

- Adamthwaite, A. (1997) 'France, Germany and the Treaty of Versailles : France's Bid for Power in Europe, 1919-1924', in K. O. Freiherr von Aretin, J. Bariéty et H. Möller (eds) *Das deutsche Problem in der neueren Geschichte*. Munich : Oldenbourg, 75-88.
- Barbusse, H. (1916) *Le Feu. Journal d'une escouade*. Paris : Flammarion.
- Bariéty, J. (2000) 'Aristide Briand et la sécurité de la France en Europe, 1919-1932', in S. A. Schuker (ed.) *Deutschland und Frankreich. Vom Konflikt zur Aussöhnung. Die Gestaltung der westeuropäischen Sicherheit 1914-1963*. Munich : Oldenbourg, 117-134.
- Bellanger, C. et al. (eds.) (1972) *Histoire générale de la presse française*, tome 3 : *De 1871 à 1940*. Paris : Presses universitaires de France.
- Bertin, C. (1999) *Louise Weiss*. Paris : Albin Michel.
- Bess, M. (1993) *Realism, Utopia and the Mushroom Cloud. Four Activist Intellectuals and their Strategies for Peace, 1945-1989 : Louise Weiss (France), Leo Szilard (USA), E. P. Thompson (England), Danilo Dolci (Italy)*. Chicago/ London : The University of Chicago Press.
- Boisanger, Y. de (1929) 'Après le plan Young : du règlement des réparations au règlement des dettes', *L'Europe Nouvelle* 12/592, 15 juin : 790-793.
- Breischid, R. (1923) 'L'occupation de la Ruhr et la social-démocratie', *L'Europe Nouvelle* 6/4, 27 janvier : 107-108.
- Breischid, R. (1924) 'L'Allemagne devant la SDN', *L'Europe Nouvelle* 7/344, 20 septembre : 1243-1266.
- Carrère d'Encausse, H. et al. (eds) (1989) *Louise Weiss*. Lausanne : Fondation Jean Monnet pour l'Europe / Centre de Recherches européennes.
- Cassin, R. (1924) 'Les mutilés français et la SDN', *L'Europe Nouvelle* 7/344, 20 septembre : 1270.
- Caussy, F. (1923) 'L'entrée dans la Ruhr', *L'Europe Nouvelle* 6/3, 20 janvier : 71-73.
- Caussy, F. (1923) 'La lutte économique franco-allemande', *L'Europe Nouvelle* 6/5, 3 février : 140-142.
- Caussy, F. (1923) 'La résistance allemande', *L'Europe Nouvelle* 6/7, 17 février : 201-203.
- Conte, A. (1995) *Grandes Françaises du XX^e siècle*. Paris : Plon.
- Dominois, F. (1924) 'La conférence de la Petite Entente', *L'Europe Nouvelle* 7/335, 23 juillet : 921-922.
- Duroselle, J.-B. (1990 [1953]) *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris : Dalloz.
- Favez, J.-C. (1969) *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923*. Genève : Droz.

- Feldman, G. D. (1993) *The Great Disorder : Politics, Economics, and Society in the German Inflation, 1914-1924*. New York / Oxford : Oxford University Press.
- Fink, C. (1986) 'German Revisionspolitik, 1919-1933', *Historical Papers/ Communications historiques* 21/1 : 134-145.
- Fischer, C. (2007) 'The 1923 Ruhr Crisis : The Limits of Active Resistance', in F. Biess et al. (eds) *Conflict, Catastrophe and Continuity. Essays on Modern German History*. New York / Oxford : Berghahn Books, 44-59.
- Fondation Jean Monnet pour l'Europe (ed.) (1994), *Louise Weiss, l'Européenne*. Lausanne : Centre de recherches européennes.
- Franza, M. (1994) *L'Europe Nouvelle, 1920-1934 : étude et réactions d'une revue politique face au mouvement de rénovation internationale et sa double approche de la construction de la paix par la presse et la Société des Nations*, thèse de l'Université de Lille 3.
- Fry, M. G. (1998) 'British Revisionism', in M. Boemeke et al. (eds) *The Treaty of Versailles : A Reassessment after 75 years*. Washington : German Historical Institute, 565-602.
- Glasgow, G. (1923) 'La situation intérieure en Grande-Bretagne', *L'Europe Nouvelle* 6/9, 3 mars : 268-269.
- Glasgow, G. (1923) 'Le cabinet Baldwin et la politique extérieure', *L'Europe Nouvelle* 6/24, 16 juin : 759-760.
- Guieu, J.-M. (1993) *L'Europe Nouvelle et la conscience européenne dans les années vingt*, mémoire de Maîtrise sous la direction de René Girault à l'Université Paris I.
- Intérim (1923) 'De Londres à Sinaïa', *L'Europe Nouvelle* 6/30, 28 juillet : 938-939.
- Jahr, C. (2001) 'Der lange Weg nach München. Britische Außenpolitik unter dem Eindruck von Versailles', in G. Krumeich (ed.) *Versailles 1919 : Ziele - Wirkung - Wahrnehmung*. Essen : Klartext, 113-125.
- Jeannesson, S. (1998) *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d'une occupation*. Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg.
- Kershaw, A. (2000) 'Louise Weiss : Fin de Siècle chez une femme du siècle', *Romance Studies* 18/1, juin : 45-55.
- Kershaw, A. (2006) 'Women's Writing and the Creation of Political Subjectivities in Inter-War France. Louise Weiss : Novelist, Autobiographer and Journalist', in A. Kershaw and A. Kimyongür (eds) *Women in Europe between the Wars : Politics, Culture and Society*. Aldershot : Ashgate, 55-72.
- Kershaw, I. (1999) *Hitler, 1889-1936 : Hubris*. Paris : Flammarion.
- Knipping, F. (1987) *Deutschland, Frankreich und das Ende der Locarno Ära, 1928-1931 : Studien zur internationalen Politik in der Anfangsphase der Weltwirtschaftskrise*. Munich : Oldenbourg.
- Knock, T. J. (1998) 'Wilsonian Concepts and International Realities at the End of the War', in M. F. Boemeke et al. (eds) *The Treaty of Versailles : A Reassessment after 75 Years*. Washington : German Historical Institute, 111-130.
- Krüger, P. (1991) 'A Rainy Day, April 16, 1922 : The Rapallo Treaty and the Cloudy Perspective for German Foreign Policy', in C. Fink, A. Frohn and J. Heideking (eds) *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*. Cambridge : Cambridge University Press, 49-64.
- Leclant, J. (1993) 'Louise Weiss : la grand-mère de l'Europe', *Historiens et Géographes* 340 : 37-40.
- Lefranc, L. (1915) 'La Guerre économique. La leçon de l'incident anglo-américain', *Le Radical* 35, 8 janvier.
- Lefranc, L. (1915) 'Les prisonniers de guerre dans nos hôpitaux', *Le Radical* 35, 19 février.
- Lefranc, L. (1915) 'Les prisonniers de guerre allemands dans nos camps d'internement', *Le Radical* 35, 20 février.

- Lefranc, L. (1915) 'Les prisonniers de guerre. Encore les violations de la convention de Genève', *Le Radical* 35, 11 mars.
- Lefranc, L. (1915) 'Le journal pour les prisonniers allemands', *Le Radical* 35, 24 mars.
- Lefranc, L. (1915) 'Avec les sanitaires et les grands blessés', *Le Radical* 35, 5 août.
- Loetscher, M. (2009) *Louise Weiss : une Alsacienne au cœur de l'Europe*. Nancy : Place Stanislas.
- Loutre, C. (1923) 'L'Allemagne devant les votes alliés', *L'Europe Nouvelle* 6/21, 26 mai : 648-649.
- Marks, S. (1998) 'Smoke and Mirrors : in Smoke-Filled Rooms and the Galerie des Glaces', in M. F. Boemeke et al. (eds) *The Treaty of Versailles : A Reassessment after 75 years*. Washington : German Historical Institute, 337-370.
- Martin, G. (1920) 'La paix carthaginoise', *L'Europe Nouvelle* 3/12, 17 avril : 512-513.
- Meißner, K. (1999) *Louise Weiss (1893-1983). Friedensengagement und Friedensverständnis einer französischen Intellektuellen der Zwischenkriegszeit*. Diplomarbeit, Universität de Hambourg.
- Millet, P. (1920) 'La politique continentale de l'Angleterre', *L'Europe Nouvelle* 3/11, 10 avril : 427-428.
- Millet, P. (1920) 'Ce qu'on fera à San Remo', *L'Europe Nouvelle* 3/12, 17 avril : 467-468.
- Millet, P. (1921) 'L'erreur allemande', *L'Europe Nouvelle* 4/14, 5 mars : 299-300.
- Millet, P. (1921) 'La crise européenne', *L'Europe Nouvelle* 4/15, 12 mars : 331-332.
- Millet, P. (1923) 'La politique de la contrainte', *L'Europe Nouvelle* 6/3, 20 janvier : 67-68.
- Millet, P. (1923) 'Le nouveau conflit franco-allemand', *L'Europe Nouvelle* 6/4, 27 janvier : 99-100.
- Millet, P. (1923) 'L'emploi de la manière forte', *L'Europe Nouvelle* 6/5, 3 février : 131-132.
- Millet, P. (1923) 'Pour préparer le dénouement', *L'Europe Nouvelle* 6/5, 3 février : 163-164.
- Millet, P. (1923) 'Le malaise britannique', *L'Europe Nouvelle* 6/7, 17 février : 195-196.
- Millet, P. (1923) 'Notre action dans la Ruhr', *L'Europe Nouvelle* 6/8, 24 février : 227-228.
- Millet, P. (1923) 'Les conditions du rétablissement de la paix', *L'Europe Nouvelle* 6/9, 3 mars : 259-260.
- Millet, P. (1923) 'Ce que pourrait être le plan de paix', *L'Europe Nouvelle* 6/10, 10 mars : 291-293.
- Millet, P. (1923) 'Sommes-nous des annexionnistes ?', *L'Europe Nouvelle* 6/12, 24 mars : 354-355.
- Millet, P. (1923) 'Le premier pas de l'Angleterre', *L'Europe Nouvelle* 6/19, 12 mai : 578-579.
- Millet, P. (1923) 'Notre politique des réparations', *L'Europe Nouvelle* 6/24, 16 juin : 746-747.
- Millet, P. (1923) 'Où va l'Allemagne ?', *L'Europe Nouvelle* 6/25, 23 juin : 778-779.
- Millet, P. (1923) 'La formation politique de la Société des Nations', *L'Europe Nouvelle* 6/38, 22 septembre : 1194-1195.
- Millet, P. (1923) 'La fin de la résistance passive', *L'Europe Nouvelle* 6/39, 29 septembre : 1234-1235.
- Miquel, P. (1972) 'Versailles im politischen Meinungsstreit Frankreichs 1919-1926', *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 20/1, janvier : 1-15.
- Miquel, P. (1972) *La paix de Versailles et l'opinion publique française*. Paris : Flammarion.
- Montbrial, T. de (1992) 'L'idéalisme et le réalisme de Louise Weiss', *Revue des Deux Mondes*, janvier : 87-94.
- Morgan, K. O. (2000) 'Die soziale und politische Mobilisierung Großbritanniens, 1918-1926', in H. Mommsen (ed.) *Der Erste Weltkrieg und die europäische Nachkriegsordnung : sozialer Wandel und Formveränderung der Politik*. Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau, 125-144.

- Nathan, R. (1931) 'Le plan Young aux Chequers', *L'Europe Nouvelle* 14/695, 6 juin : 763-765.
- Neilson, K. (2006) *Britain, Soviet Russia and the Collapse of the Versailles Order, 1919-1939*. Cambridge / New York : Cambridge University Press.
- Niedhart, G. (1989) *Internationale Beziehungen 1917-1947*. Paderborn : Schöningh.
- Ormesson, W. d' (1929) 'Le problème du désarmement entre dans l'ère des réalisations effectives', in *L'Europe Nouvelle* 12/588, 18 mai : 626-627.
- Pelinka, A. (2001) 'Intentionen und Konsequenzen der Zerschlagung Österreich-Ungarns', in G. Krumeich (ed.) *Versailles 1919 : Ziele - Wirkung - Wahrnehmung*. Essen : Klartext, 202-210.
- Pernot, M. (1930) 'L'évacuation anticipée de la Rhénanie', *L'Europe Nouvelle* 18/647, 5 juillet : 991-993.
- [Philouze, H.] (1918) 'De Brest-Litovsk à Washington', *L'Europe Nouvelle* 1/1, 12 janvier : 1.
- Raphaël, G. (1923) 'Le national-socialisme et Adolf Hitler', *L'Europe Nouvelle* 6/8, 24 février : 233.
- Ray, M. (1929) 'Pendant que se prépare la conférence internationale', *L'Europe Nouvelle* 12/696, 13 juillet : 968-969.
- Ray, M. (1932) 'Crépuscule de la République en Allemagne', *L'Europe Nouvelle* 15/747, 4 juin : 707-709.
- Reytier, M.-E. (2010) 'La journaliste Louise Weiss (1893-1983) : une femme d'influence, pacifiste et féministe par opportunisme ou par conviction ?', in B. Grenier and C. Ferland (eds) *Femmes, culture et pouvoir. Relectures de l'histoire au féminin*. Québec : Presses universitaires de Laval, sous presse.
- Rosenberg, A. (1991 [1935]) *Geschichte der Weimarer Republik*. Hambourg : Europäisches Verlag-Anstalt.
- Rousseau, C. (1990) *L'Europe Nouvelle et les relations franco-allemandes, 1924-1930*, mémoire de Maîtrise de l'Université Paris IV.
- Rousseau, C. (1991) *La Nouvelle École de la Paix, 1930-1936*, mémoire de DEA de l'Université Paris IV.
- Saint-Ouen, F. (1997) *Les grandes figures de la construction européenne*. Genève : Centre européen de la culture.
- Schmidt, H. (1983) 'La mort de Louise Weiss : Européenne et féministe', *Le Monde*, 28 mai.
- Schwüppe, H. (1969) 'Grundlagen und Grundzüge britischer Außenpolitik der Kabinette Lloyd George, Bonar Law, Baldwin und MacDonald 1919-1924', in H. Röblier (ed) *Die Folgen von Versailles : 1919-1924*. Göttingen / Zürich / Francfort-sur-le-Main : Musterschmidt, 87-114.
- Soutou, G.-H. (1998) 'Deutschland, Frankreich und das System von Versailles. Strategien und Winkelzüge der Nachkriegs-Diplomatie', in F. Knipping et E. Weisenfeld (eds) *Eine ungewöhnliche Geschichte : Deutschland - Frankreich seit 1870*. Bonn : Europa-Union, 73-84.
- Soutou, G.-H. (2001) 'L'ordre européen de Versailles à Locarno', in C. Carlier and G.-H. Soutou (eds) *1918-1925. Comment faire la paix ?* Paris : Economica, 301-331.
- Weinberg, G. L. (1969) 'The Defeat of Germany in 1918 and the European Balance of Power', *Central European History* 2/3 : 248-260.
- Weiss, L. (1915) 'Camps de prisonniers français - I', *La Revue de Paris* 22/10, 15 mai : 401-417.
- Weiss, L. (1915) 'Camps de prisonniers français - II', *La Revue de Paris* 22/11, 1^{er} juin : 621-647.
- Weiss L. (1921) 'Quelques faits nouveaux en Europe centrale', *L'Europe Nouvelle* 4/33, 9 juillet : 876.
- Weiss L. (1923) 'La maison de Philippe Millet est en deuil', *L'Europe Nouvelle* 6/43, 27 octobre : 1362.
- [Weiss, L.] (1924) 'Le débat de Londres s'est élargi : c'est à la sécurité européenne qu'il devrait aboutir, grâce aux concessions de la France', *L'Europe Nouvelle* 7/337, 2 août : 979-980.

- [Weiss, L.] (1924) 'La sécurité par garantie mutuelle vaut plus cher que la Ruhr', *L'Europe Nouvelle* 7/337, 2 août : 974-975.
- [Weiss, L.] (1924) 'Notre bilan', *L'Europe Nouvelle* 7/358, 27 décembre : 1730-1731.
- [Weiss, L.] (1925) 'L'expérience de Locarno', *L'Europe Nouvelle* 8/401, 24 octobre : 1402-1403.
- [Weiss, L.] (1926) 'L'esprit de Locarno veille', *L'Europe Nouvelle* 9/414, 23 janvier : 98-99.
- [Weiss, L.] (1926) 'Sir Austen Chamberlain à Paris', *L'Europe Nouvelle* 9/415, 30 janvier : 130-131.
- [Weiss, L.] (1928) 'Du Traité de Versailles au pacte Kellogg', *L'Europe Nouvelle* 11/550, 25 août : 1142-1143.
- W. [Weiss, L.] (1930) 'Vœux pour la Fédération européenne', *L'Europe Nouvelle* 13/621, 4 janvier : 2-3.
- W. [Weiss, L.] (1930) 'La XI^e Assemblée de la Société des Nations', *L'Europe Nouvelle* 13/659, 27 septembre : 1374-1376.
- W. [Weiss, L.] (1932) 'Pour des solutions de gauche', *L'Europe Nouvelle* 15 /747, 4 juin : 706.
- Weiss, L. (1934) 'Adieux aux lecteurs de *L'Europe Nouvelle*', *L'Europe Nouvelle* 17/834, 3 février : 106-107.
- Weiss, L. (1936) *Délivrance*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1937 et 1945) *Souvenirs d'une enfance républicaine*. Paris : Denoël et Gallimard.
- Weiss, L. (1945-47) *La Marseillaise*, 3 tomes. Paris : Gallimard.
- Weiss, L. (1951) *Sabine Legrand*. Paris : Julliard.
- Weiss, L. (1968) *Mémoires d'une Européenne*, tome 1 : 1893-1919. Paris : Payot.
- Weiss, L. (1969) *Mémoires d'une Européenne*, tome 2 : 1919-1934. Paris : Payot.
- Weiss, L. (1970) *Mémoires d'une Européenne*, tome 3 : 1934-1939. Paris : Payot.
- Weiss, L. (1971) *Le sacrifice du chevalier, 3 septembre 1939 - 9 juin 1940*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1974) *La résurrection du chevalier, juin 1940 - août 1944*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1976) *Tempête sur l'Occident, 1945-1975*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1978) *Mémoires d'une Européenne*, tome 1 : *Une petite fille du siècle, 1893-1919*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1979) *Mémoires d'une Européenne*, tome 2 : *Combats pour l'Europe, 1919-1934*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1979) *Dernières voluptés*. Paris : Albin Michel.
- Weiss, L. (1980) *Mémoires d'une Européenne*, tome 3 : *Combats pour les femmes, 1934-1939*. Paris : Albin Michel.
- Wright, J. R. C. (1995) 'Stresemann and Locarno', *Contemporary European History* 4/2 : 109-131.

Notes

¹ Les *Mémoires d'une Européenne* sont parus en plusieurs temps. Tout d'abord, entre 1968 et 1970, les Editions Payot ont publié les trois premiers tomes : *Mémoires d'une Européenne*, tome 1 : 1893-1919, Paris, 1968 ; *Mémoires d'une Européenne*, tome 2 : 1919-1934, Paris, 1969 ; *Mémoires d'une Européenne*, tome 3 : 1934-1939, Paris, 1970. Le tome 1, publié en 1968, reprend partiellement le texte des *Souvenirs d'une enfance républicaine* de 1937, publié à nouveau par Gallimard en 1945. La section sur la Première Guerre mondiale et les annexes ont été ajoutées. Entre 1971 et 1976, les Editions Albin Michel ont publié les trois tomes suivants : *Le sacrifice du chevalier*, 3

septembre 1939 - 9 juin 1940, Paris, 1971 ; *La résurrection du chevalier*, juin 1940 - août 1944, Paris, 1974 ; *Tempête sur l'Occident*, 1945-1975, Paris, 1976. Par la suite, Albin Michel a réédité les trois premiers tomes en changeant les titres mais sans modifier le texte de l'édition 1968-1970 : *Une petite fille du siècle*, 1893-1919, Paris, 1978 ; *Combats pour l'Europe*, 1919-1934, Paris, 1979 ; *Combats pour les femmes*, 1934-1939, Paris, 1980.

² Les archives privées de Louise Weiss ont été déposées à la Bibliothèque nationale à Paris - Nouvelles Acquisitions Françaises (NAF) Legs, Côtes 17 794-17 862 et NAF Legs 1983, Don 84-06. D'autres documents (lettres, notices, etc.) se trouvent à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne et au Musée Louise Weiss à Saverne. Les documentaires réalisés par Louise Weiss après 1945 sont aux Archives du Film, Bois d'Arcy.

³ Louise Weiss a publié plusieurs romans (*Délivrance* - 1936 ; *La Marseillaise* - 1945-47 ; *Sabine Legrand* - 1951 ; *Dernières voluptés* - 1979).

⁴ Voir la bibliographie.

⁵ Weiss reçut une excellente éducation et parlait couramment l'anglais et l'allemand. A Oxford, elle passa le mois d'août 1911 à Lady Margaret Hall et suivit des cours à Balliol College pour parfaire son anglais. En outre, elle séjourna à plusieurs reprises à Colmar, dans une pension de famille, pour améliorer sa maîtrise de la langue de Goethe (Weiss, 1978 : 48-53, 95-105, 124-133).

⁶ *Le Radical. Organe du Parti radical et radical-socialiste* (1881-1931). (Bellanger et al. (eds), 1972 : 365-366, 562).

⁷ Voir Lefranc, 24 mars 1915 ; 19 février 1915 ; 20 février 1915 ; 11 mars 1915 ; 5 août 1915 ; Weiss, 15 mai 1915 : 401-417. Weiss, 1^{er} juin 1915 : 621-647.

⁸ Louise Weiss espérait revenir et se soucia d'assurer la pérennité du bail des locaux occupés par *L'Europe Nouvelle* rue de Lille à Paris (Weiss, 1978 : 299-303).

⁹ Elle signa « Louise Weiss » son dernier article, « Adieux aux lecteurs de *L'Europe Nouvelle* », publié le 3 février 1934.

¹⁰ A propos de la signature du Traité de Versailles (Marks, 1998 : 337-370).

¹¹ Louise Weiss avait de nombreux contacts avec la presse d'outre-Manche. Au début des années vingt, elle collabora même pendant quelques mois au *Manchester Guardian* (Weiss, 1979 : 149-151).

¹² A propos de cette occupation (Duroselle, 1990 : 77).

¹³ Son point de vue se reflétait dans *L'Europe Nouvelle* (Martin, 17 avril 1920 : 512-513).

¹⁴ Sur la politique du gouvernement britannique (Schwüppe, 1969 : 87-114 ; Weinberg, 1969 : 248-260).

¹⁵ A propos de l'occupation de la Ruhr (Favez, 1969 : 63-360 ; Jeannesson, 1998 : 151-279)

¹⁶ Approuvé par le Reichstag le 29 août 1924, le plan Dawes, prévu pour cinq ans, entra en application en octobre 1924. Il amena un flux d'emprunts américains dont les effets se firent sentir en Allemagne au printemps 1925 (Feldman, 1993 : 834-835).

¹⁷ A propos de Locarno (Wright, 1995 : 109-131).

¹⁸ A propos du plan Young (Knipping, 1987 : 162-168, 181-198).